

Lutte contre les radicalisations

Fait religieux et laïcité

Sélection bibliographique
Ouvrages, rapports, textes officiels
et sitothèque

Organisation du dossier

1. Politiques, dispositifs et pratiques d'intervention
2. Analyses des processus de radicalisation
3. Expériences européennes
4. Faits religieux et laïcité
5. Sitothèque

Politiques, dispositifs et pratiques d'intervention

• Plan d'action contre le terrorisme (PACT).

Premier ministre. 13 juillet 2018. 36 p.

Dans un contexte où la France continue de faire face à une menace terroriste élevée et en constante évolution, le Premier ministre Edouard Philippe a présenté, le vendredi 13 juillet 2018, un plan d'action contre le terrorisme (PACT). La lutte contre le terrorisme reste un enjeu majeur de la stratégie nationale de sécurité de la France et fait l'objet d'une politique gouvernementale forte. Deux ans après la mise en œuvre du plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme (PART), le nouveau plan d'action (PACT) répond à des menaces en pleine évolution, caractérisées par la répétition d'attaques perpétrées par des acteurs endogènes. Ce nouveau plan prévoit la mise en place de 32 actions publiques, basées sur quatre priorités : connaître, entraver, protéger et réprimer.

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/risques/pdf/dossier_de_presse_-_plan_daction_contre_le_terrorisme_-_13.07.2018.pdf

Discours du Premier ministre. 13 juillet 2018. 5 p.

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/risques/pdf/discours_de_m._edouard_philippe_premier_ministre_-_presentation_du_plan_daction_contre_le_terrorisme_-_levallois-perret_-_13.07.2018.pdf

• Plan "Prévenir pour protéger". Plan national de prévention de la délinquance et de la radicalisation (PNPR).

Premier ministre - Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR) - 23 février 2018. Dossier de presse. 32 p.

Ce plan, fruit d'une large concertation menée par le secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation, a mobilisé 20 départements ministériels à partir du retour sur les dispositifs mis en place et expérimentations conduites. Il formule 60 mesures, pour réorienter la politique de prévention suivant 5 axes : prémunir les esprits face à la radicalisation ; compléter le maillage détection et prévention ; comprendre et anticiper l'évolution de la radicalisation ; professionnaliser les acteurs locaux et évaluer les pratiques ; adapter le désengagement.

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2018/02/dossier_de_presse_-_comite_interministeriel_de_prevention_de_la_delinquance_et_de_la_radicalisation_-_23.02.2018.pdf

>> **Prémunir les esprits contre la radicalisation : investir l'école.** CIPDR du 23 février 2018. Ministère de l'Éducation nationale. En ligne.

<http://www.education.gouv.fr/cid126980/premunir-les-esprits-contre-la-radicalisation-investir-l-ecole.html>

• La prévention spécialisée à l'épreuve de la radicalisation et du fait religieux. Rapport d'étude pour le Groupe ADDAP13.

Véronique Le Goaziou ; Groupe association départementale pour le développement des actions de prévention 13. *Recherche & Pratiques*, n° 1. Mars 2018. 42 p.

La chercheuse Véronique Le Goaziou analyse ici le travail de la centaine d'accompagnants de l'association ADDAP13 (Bouches-du-Rhône) engagés dans le dispositif, en explicitant notamment comment les acteurs de la prévention spécialisée ont été mandatés dans le cadre de la prévention du processus de radicalisation et l'accompagnement des personnes radicalisées (ou en voie de radicalisation).

https://www.addap13.org/IMG/pdf/recherche_n1.pdf

Du même auteur : **L'éducatif au prisme de la radicalisation. La cellule d'écoute et d'accompagnement des familles (CEAF).**

Recherche & Pratiques, n° 2. Mars 2018. 52 p.

http://www.lames.cnrs.fr/IMG/pdf/le_goaziourecherche_et_n2_mars_18.pdf

• Dispositif d'intervention sur la radicalisation violente en milieu ouvert : identification des difficultés et des besoins des professionnels des SPIP, aide à l'adaptation des pratiques.

Pablo Madriaza ; Fanny Valendru ; Liam Stock-Rabbat ; Damien Marion et al.

Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), janvier 2018. 146 p.

Ce recueil a pour but de présenter le travail mené entre juillet 2016 et décembre 2017 par les cellules de recherche pilotage (formées majoritairement des professionnels du ministère de la justice de la France et du CIPC) sur le projet « *Dispositif d'intervention sur la radicalisation violente en milieu ouvert : identification des difficultés et des besoins des professionnels des Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP), aide à l'adaptation des pratiques* ». Au sommaire : "La recherche action, une approche participative de construction d'une action" ; "Le dispositif d'intervention des individus ayant entamé un processus de radicalisation menant à la violence" ; "L'évaluation du projet".

Recommandations en fin d'étude.
http://www.crime-prevention-intl.org/fileadmin/user_upload/Publications/2018/Rapport_final_RAMO_Copie_securisee_.pdf

• Prévention de la radicalisation violente. Guide méthodologique pour l'élaboration d'une stratégie.

Forum européen pour la sécurité urbaine (Efus). Décembre 2017. 82 p.

Ce guide détaille chaque étape de l'élaboration d'une stratégie locale de prévention de la radicalisation, de la mobilisation politique à sa conception et son évaluation en passant par la réalisation d'un diagnostic. Pour chacune, des conseils méthodologiques sont apportés, explicitant les obstacles possibles et les leviers pour les surmonter ; des exemples de pratiques locales sont par ailleurs présentés. Ces conseils sont issus de l'expérience de nombreuses collectivités aux profils variés mais ils ne sont pas pour autant universels. Chaque territoire, en fonction de la situation locale, est invité à adapter leur mise en œuvre.

<https://efus.eu/fr/publications-2/>

• Prévention de la radicalisation. Respecter les droits fondamentaux pour lutter plus efficacement contre le terrorisme.

Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH). Mai 2017. 22 p.

L'échec du « centre de réinsertion et de citoyenneté », fermé en février 2017, a montré les limites de la politique de prévention de la radicalisation, soulignées par la mission d'information du Sénat sur le désendoctrinement et la réinsertion des djihadistes. La Commission nationale consultative

des droits de l'homme émet à son tour de vives critiques concernant les dispositifs de détection et de prise en charge des personnes dites « radicalisées ».

https://www.cncdh.fr/sites/default/files/170518_avis_prevention_de_la_radicalisation_vdef_1.pdf

• **Les collectivités territoriales et la prévention de la radicalisation.**

Jean-Marie Bockel ; Luc Cavournas.

Sénat - Délégation aux collectivités territoriales. Mars 2017. 169 p.

Si la lutte contre le terrorisme relève des compétences régaliennes de l'État, les collectivités territoriales ont un rôle important à jouer en matière de prévention de la radicalisation. Cependant, les collectivités, qui s'impliquent progressivement et sont de plus en plus sollicitées par l'État en la matière, sont confrontées, avec la radicalisation, à un domaine nouveau et mal connu, qui désoriente parfois les élus et les personnels territoriaux. La vocation première de ce rapport est de leur donner les éléments d'information pertinents pour comprendre, autant que possible, la radicalisation et souligner que l'enjeu est double pour les collectivités : contribuer à la prévention de la radicalisation violente, certes, mais aussi lutter contre un communautarisme hostile à la République qui en constitue le terreau.

<http://www.senat.fr/rap/r16-483/r16-4831.pdf>

• **Rapport d'information [...] sur la mission d'information « désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe ».**

Esther Benbassa ; Catherine Troendele.

Sénat - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale. Février 2017. 38 p.

Face à la montée en puissance ces dernières années de la menace terroriste, nourrie par une radicalisation djihadiste, la commission des lois du Sénat a décidé, en mars 2016, de créer une mission d'information chargée d'étudier les dispositifs mis en place par le Gouvernement en matière de désendoctrinement, de désembrigadement et de réinsertion des personnes « radicalisées », généralement rassemblés sous l'appellation de « programmes de déradicalisation ». Sans prétendre fournir une « recette miracle », le présent rapport formule dix propositions destinées à réorienter les politiques de « déradicalisation ». Outre la fermeture urgente du centre de Pontourny, il préconise d'améliorer la sélection des intervenants associatifs sollicités par les pouvoirs publics et de concentrer les efforts en faveur d'une plus grande individualisation des prises en charge. Il met par ailleurs l'accent sur le défi que constituera, au cours des prochains mois, la prise en charge des ressortissants français, particulièrement des mineurs, de retour des théâtres d'opération.

<http://www.senat.fr/rap/r16-438/r16-4381.pdf>

• **Politique de prévention de la délinquance et de la radicalisation. 9e rapport au Parlement.**

Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR). Juin 2016. 270 p.

Ce rapport dresse un bilan à mi-parcours de la stratégie nationale de prévention de la délinquance et évoque les outils mis à la disposition des acteurs opérationnels, dont il s'agit de mesurer le degré d'implication, ...". Il analyse ensuite les dispositifs de prévention de la radicalisation et pointe "des difficultés auxquelles sont confrontées plusieurs préfectures" dans ce domaine. S'il souligne l'implication des collectivités, le rapport n'en révèle pas moins des disparités territoriales.

<https://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/164000694-politique-de-prevention-de-la-delinquance-et-de-la-radicalisation-neuvieme-rapport>

• **Recherches sur les radicalisations, les formes de violence qui en résultent et la manière dont les sociétés les préviennent et s'en protègent. Etat des lieux, propositions, actions.**

Rapport remis à M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
Cabinet Athena.

La Documentation française. Mars 2016. 84 p.

A la suite des attentats qui ont touché la France en janvier et novembre 2015, Alain Fuchs, président de l'alliance Athena (Alliance thématique nationale des sciences humaines et sociales) a été chargé par le secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, d'une mission visant à améliorer la visibilité et la diffusion des travaux de recherche sur "les radicalisations, les formes de violence qui en résultent et la manière dont les sociétés les préviennent et s'en protègent". Les propositions devaient être axées autour des objectifs suivants : poursuivre le travail de cartographie des travaux scientifiques engagé par l'Alliance ; renforcer les actions en matière de recherche ; explorer différentes formes d'initiatives d'appui aux politiques publiques menées en Europe.

<https://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/164000158-recherches-sur-les-radicalisations-les-formes-de-violence-qui-en-resultent-et-la>

• **Guide interministériel de prévention de la radicalisation.**

Secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance (SG-CIPD). Mars 2016. 109 p.

Ce guide sur la prévention de la radicalisation, établi dans le cadre d'un groupe de travail interministériel, a vocation à aider les acteurs locaux à structurer une offre d'accompagnement des familles et de prise en charge des personnes signalées comme radicalisées. Quatre chapitres principaux : "Les modes de détection et les procédures de signalement" ; "La coordination et l'animation territoriale" ; "L'intervention des acteurs dans la prévention de la radicalisation" ; "Les actions de prévention de la radicalisation".

<https://www.cipdr.gouv.fr/wp-content/uploads/2018/02/guide-interminist%C3%A9riel-de-prevention-de-la-radicalisation-Mars-2016.pdf>

• **Prévention de la radicalisation. Actes du colloque interministériel.**

Secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance (SG-CIPD). Février 2016. 69 p.

Le 12 novembre 2015, le Gouvernement réunissait pour la première fois les acteurs publics et associatifs pour mettre en commun les méthodes engagées localement pour lutter contre la radicalisation. Ce recueil présente les échanges et conclusions des quatre ateliers qui avaient pour sujet : "Le désengagement de la personne d'un processus de radicalisation" ; "Le travail avec les familles" ; "La resocialisation et l'accompagnement" ; "La coordination d'une approche globale de suivi des personnes radicalisées".

<https://www.cnape.fr/documents/actes-du-colloque-relatif-a-la-prevention-de-la-radicalisation/>

• **Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes.**

Eric Ciotti (prés.) ; Patrick Mennucci (rapp.).

Assemblée nationale - Commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes. Juin 2015. 550 p.

Créée par l'Assemblée nationale le 3 décembre 2014, la commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes avait pour mission de « procéder à l'analyse de l'efficacité des moyens de prévention, de détection et de surveillance des filières et des individus religieusement radicaux et présentant des risques manifestes de réalisation d'actes terroristes. » Il était également indiqué que « les travaux de la commission d'enquête comporter[ai]ent un volet spécifique relatif au retour des djihadistes sur le territoire de la République française » et que « ses conclusions devr[ai]ent formuler des propositions pour renforcer la lutte contre ce phénomène ». La commission a procédé à une série d'auditions et effectué plusieurs déplacements en Europe et en France, notamment pour faire le point sur la coopération européenne en la matière et évaluer la déclinaison des politiques sur le terrain. Conformément aux objectifs initiaux de la mission, le rapport est composé de trois parties principales : "Etat des lieux" ; "Renforcement des moyens administratifs et judiciaires consacrés à la surveillance des djihadistes et à leur traitement judiciaire" ; "Lutte contre la radicalisation".

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-eng/r2828.pdf>

Analyses des processus de radicalisation

• Radicalité engagée, radicalités révoltées - Une enquête sur les mineurs suivis par la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ).

Laurent Bonelli ; Fabien Carrie.

Ministère de la Justice. Mars 2018. 216 p.

Rédigé après 18 mois de recherches et 133 dossiers de mineurs étudiés par Laurent Bonelli et Fabien Carrié, sociologues et chercheurs, ce rapport présente les conclusions de leur étude. Ils se sont intéressés aux différentes manières de s'approprier une forme de radicalisation et aux conditions sociales qui les produisent. Les conclusions de leur travail montrent que le profil des mineurs radicalisés ne correspond pas à tous les a priori associant très souvent radicalisation, précarité et délinquance. La recherche met en évidence d'autres mécanismes qui permettent de mieux comprendre les processus de radicalisation : il n'existe pas qu'un type de radicalité, mais plusieurs formes et ces dernières influent sur le type d'actes commis. Quatre formes de radicalités et deux profils sont distingués, les révoltés (les plus proches de la délinquance sont les plus éloignés des passages à l'acte les plus sérieux) et les engagés (radicalité utopique : sont le plus souvent perpétrés par des jeunes issus de familles stables, aux parcours scolaires prometteurs).

https://www.ladocumentationfrancaise.fr/dofra/rapport_telechargement/var/storage/rapports-publics/184000167.pdf

• Le nouveau jihad en Occident.

Farhad Khosrokhavar.

Ed. R. Laffont, mars 2018. 512 p. Coll. Le monde comme il va.

Le jihadisme est un fait social total, résultant de facteurs urbains, sociaux, anthropologiques, politiques, mais aussi psychopathologiques. De l'Europe à l'Amérique du Nord, en passant par l'Australie et l'Afrique du Nord, Farhad Khosrokhavar a analysé les situations " jihadogènes " qui favorisent la radicalisation. Son enquête au cœur des cellules terroristes, dans les villes et les banlieues, révèle les points communs entre ces candidats occidentaux au jihad - adolescentes et adolescents, jeunes à problèmes psychosociaux, convertis et recruteurs – mais aussi leur incroyable diversité... Dans cet état des lieux complet, fruit de dix ans de recherche, l'auteur décrypte l'environnement et le profil de plus d'une centaine de jihadistes occidentaux pour comprendre l'origine de leur haine et le moteur de leur passage à l'acte.

Du même auteur : **Radicalisation**. Ed. Maison des sciences de l'Homme ; décembre 2014. 191 p.

• Prévention de la radicalisation : la parole des chercheurs. Dossier.

La Gazette - Club Prévention sécurité. Mise à jour 2018. En ligne

Sociologues, psychiatres, politologues, islamologues, anthropologues décryptent dans ce dossier les différents mécanismes de la radicalisation. De la question du rôle des femmes dans le djihad au traitement de la violence politique exercée par les djihadistes en passant par l'analyse du contre-discours, ces chercheurs apportent un éclairage utile pour mieux comprendre les phénomènes de radicalisation.

<https://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/prevention-de-la-radicalisation-la-parole-des-chercheurs/>

• Radicalisations et jeunesses. Revue de littérature.

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) - Isabelle Lacroix.

Injep Notes & Rapports, n° 2018/02. Mars 2018. 94 p.

L'enjeu de cette revue de littérature (très complète) est de recenser les travaux qui appréhendent directement ou indirectement la question des jeunes dans le processus de radicalisation violente. La radicalisation est un phénomène complexe qui nécessite de s'appuyer sur différentes disciplines. Si l'histoire, la science politique, la sociologie sont les principales disciplines recensées, cette revue puise également dans les sciences de l'éducation, la psychologie et la psychanalyse qui n'évacuent pas le rôle complémentaire des sciences sociales dans leur interprétation.

http://cache.media.eduscol.education.fr/file/Prevention_radicalisation/84/3/rapport-INJEP_2018-02-rl-radicalisation_990843.pdf

• Comment qualifier les relations entre les médias sociaux et les processus de radicalisation menant à la violence ? Note de synthèse internationale.

Séraphin Alava ; Divina Frau-Meigs ; Ghayda Hassan.

Quaderni, n° 95. Janvier 2018 p. 39-52.

Que savons-nous de l'impact des réseaux sociaux sur les phénomènes de radicalisation ? Partout dans le monde, les gouvernements et les sociétés Internet prennent des décisions sur la base de suppositions sur les causes et les remèdes face au terrorisme. Le défi sociétal est grand de comprendre ces liens. C'est dans ce contexte que l'Unesco a commandé l'étude intitulée *Médias sociaux et radicalisation de la jeunesse à l'ère numérique*. Ce travail fournit une cartographie globale de la recherche sur les rôles supposés des médias sociaux dans les processus de radicalisation violents, particulièrement en ce qui concerne les jeunes et les femmes.

<https://www.cairn.info/revue-quaderni-2018-1-page-39.htm>

Synthèse de l'étude de l'Unesco (présentation de 6 p.) : **Les jeunes et l'extrémisme violent sur les médias sociaux : cartographie de la recherche**. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000260532_fre

- **Physionomie de la radicalisation.**

Thierry Toutin ; Pr Michel Bénézech (préf.).

Criminalistique, n° 2018/1, n° 3, 2018. 70 p.

Ce numéro spécial consacré à la physionomie de la radicalisation islamo-djihadiste est le fruit d'observations de terrain et de réflexions de Thierry Toutin, criminologue, chercheur-associé au laboratoire Psitec de l'université de Lille 3. Parmi les dix chapitres proposés dans ce numéro : "Physionomie de la radicalisation" ; "Diversité de profils et motivations hétérogènes" ; "Dé-radicalisation ou désengagement ?" ; "Conduites addictives et radicalisation", " Quête identitaire et repli communautaire".

<https://www.cairn.info/revue-criminalistique-2018-1.htm>

- **Prévention de la radicalisation. Respecter les droits fondamentaux pour lutter plus efficacement contre le terrorisme.**

Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH). Mai 2017. 22 p.

L'échec du « centre de réinsertion et de citoyenneté », fermé en février 2017, a montré les limites de la politique de prévention de la radicalisation, soulignées par la mission d'information du Sénat sur le désendoctrinement et la réinsertion des djihadistes. La Commission nationale consultative des droits de l'homme émet à son tour, par cet avis, de vives critiques concernant les dispositifs de détection et de prise en charge des personnes dites « radicalisées ».

https://www.cncdh.fr/sites/default/files/170518_avis_prevention_de_la_radicalisation_vdef_1.pdf

- **Saisir les mécanismes de la radicalisation violente : pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents.**

Romain Seze ; Xavier Crettiez.

INHESJ ; Université de Versailles Saint-Quentin (CESDIP). Avril 2017. 152 p.

Au sommaire de ce rapport de recherche : une première partie très théorique propose une lecture du concept de radicalisation en s'appuyant sur une large diversité d'expériences de lutte armée. Une deuxième partie présente les carrières biographiques des acteurs islamistes et nationalistes interrogés. Une troisième partie propose une synthèse des enseignements biographiques en deux sous-parties. La première propose une analyse synthétique des trois thèmes dominants (les processus biographiques de radicalisation ; l'approche psycho-sociologique de la radicalisation ; la dimension cognitive de la radicalisation). La seconde propose à travers une grille de 28 variables un résumé des éléments moteurs de l'engagement violent. Enfin une dernière et quatrième partie propose des verbatim d'entretiens classifiés autour de 16 thèmes et donne ainsi à voir une « parole non médiée » des acteurs islamistes djihadistes.

http://www.gip-recherche-justice.fr/wp-content/uploads/2017/08/Rapport-radicalisation_INHESJ_CESDIP_GIP-Justice_2017.pdf

- **Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent.**

Xavier Crettiez.

Revue française de science politique, n° 2016/5, vol. 66. Novembre 2016. pp. 709-727

Cet article s'interroge sur la notion très usitée de radicalisation et propose un état des recherches sur ce sujet. À travers des exemples tirés d'expériences diverses de combat, autant islamistes que nationalistes, il pose un regard non essentialiste sur la notion de radicalisation exagérément reliée aux seules études sur l'islamisme jihadiste. Il propose également un modèle d'analyse des phénomènes d'engagement progressif dans la lutte armée, privilégiant une analyse processuelle de l'engagement et une mise en avant de certains facteurs déterminants. Parmi ceux-ci, l'article privilégie une approche sociologique des formes de socialisation et d'adaptation cognitive à la violence, ainsi que psychosociologique, insistant sur les liens entre recours à la violence et rehausse de l'estime de soi.

<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2016-5-page-709.htm>

- **Acteurs du sport et de l'animation : mieux connaître, mieux comprendre et mieux prévenir les phénomènes de radicalisation.**

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. 2016. 92 p.

Ce guide a vocation à s'adresser aux acteurs du sport et de l'animation afin de les accompagner dans l'appréhension des phénomènes de radicalisation et des moyens pour prévenir ou réagir efficacement. Objectifs : donner des clés de compréhension objectives et fournir des pistes pour accompagner les professionnels à exercer leur rôle de vigilance citoyenne.

http://www.associations.gouv.fr/IMG/pdf/prevention_radicalisationsport_3_2_-2.pdf

- **La radicalisation, un mal démocratique.**

France Culture.

Les émissions du soir. Septembre 2016. 44 mn

Le terrorisme n'est pas l'apanage des démocraties. Pourtant, c'est chez elles que les attentats sont les plus déstabilisateurs. On a baptisé « radicalisation » ce phénomène qui affecte de plus en plus de citoyens (et non plus seulement les jeunes hommes issus de l'immigration, et mal intégrés). Que veut dire ce terme au juste ? Comment expliquer son processus ? Quel est son lien avec les démocraties ? Comment espérer sinon l'éradiquer au moins le réduire ? Interview du sociologue Farhad Khosrokhavar, pour essayer de comprendre avec lui les racines de la radicalisation.

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-discussions-du-soir/la-radicalisation-un-mal-democratique>

- **La radicalisation violente.**

Pierre N'Gahanne ; Serge Blisko ; Fahrad Khosrokhavar et al.

Cahiers de la sécurité et de la justice, n° 30. Décembre 2014. 30 p.

Au sommaire (sélection) : « Nouveau paradigme de radicalisation en prison » par Farhad Khosrokhavar ; « Le profil psychologique de l'engagement dans le salafisme » par Asma Guenifi ; « Radicalisation sur Internet : méthodes et techniques de manipulation » par Franck Bulinge ; « Prévention de la radicalisation : le modèle français de prise en charge des familles » par Pierre N'Gahane ; « L'emprise mentale, au carrefour de la dérive sectaire et de la radicalisation » par Serge Blisko ; « Prévention du terrorisme : il faut repenser notre modèle français d'intégration » par Jean-Claude Sommaire.

<https://inhesj.fr/publications/cahiers-de-la-securite-et-de-la-justice/la-radicalisation-violente>

• Jeunes et radicalisation islamiste (Lille - France).

Chahla Beski-Chafiq ; Jane Birmant ; Hichem Benmerzoug ; Akim Taibi ; Ariane Goignard.

Denmark school - Centre for studies in islamism and radicalization (CIR) - Department of political science ; avril 2010. 110 p.

Cette étude a été réalisée et publiée par l'Agence de développement des relations interculturelles pour la citoyenneté (Adric) pour le compte du Centre for Studies in Islamism and Radicalisation (Université de Aarhus - Danemark).

http://cir.au.dk/fileadmin/site_files/filer_statskundskab/subsites/cir/Rapport5_Frankrig2.pdf

• Les facteurs de création ou de modification des processus de radicalisation violente, chez les jeunes en particulier.

Selma Belaala.

CEIS (Compagnie européenne d'intelligence stratégique), 2008. 116 p.

Cette étude constitue le premier volet sociologique d'un triptyque dont les autres termes portent sur le discours et le recrutement. Le défi a consisté, pour l'équipe composée de six chercheurs (la directrice de recherches, deux Français, deux Espagnols et un Anglais) à réaliser environ 150 entretiens avec les radicaux islamistes en Europe., pour lesquels plus de 300 personnes ont été sollicitées et rencontrées. Ce travail d'ethnographie réalisé pour la première fois dans le monde de la recherche sur les islamistes violents a porté sur des entretiens semi-directifs réalisés sur le terrain. Selma Belaala est chercheuse à l'IEP de Paris.

http://ec.europa.eu/dgs/home-affairs/e-library/docs/pdf/ec_radicalisation_study_on_trigger_factors_fr.pdf

Expériences européennes

• Les dispositifs de lutte et de prévention contre la radicalisation violente en Europe.

Antoine Mégie.

Université de Rouen, décembre 2015. 26 p. (Synthèse).

Cette synthèse, issue d'un rapport européen pour le Réseau Judiciaire européen et l'École Nationale de la Magistrature française, s'appuie notamment sur différentes interventions, travaux et expériences de chercheurs et opérationnels investis dans le domaine de la lutte contre la radicalisation violente en Europe. Trois parties structurent cette synthèse : "Définir les principales connaissances actuelles sur les phénomènes de radicalisation et d'engagement dans la violence" ; "Présenter un panorama précis des décisions politiques et des instruments d'actions qui sont aujourd'hui mis en œuvre en Europe et dans le cadre des Etats membres" ; "Proposer un bilan des principaux enjeux et obstacles auxquels les autorités judiciaires doivent faire face dans la mise en œuvre de ces dispositifs".

https://www.academia.edu/25997223/Les_dispositifs_de_lutte_et_de_prevention_contre_la_radicalisation_et_le_terrorisme_en_Europe_-_Rapport_europeen_Synthese_-_2015

• Les politiques de dé-radicalisation, Allemagne, Grande-Bretagne et Danemark. Note pour le CIPD.

Asiem El Difraoui.

Sciences-Po Paris. 2015. 53 p.

Si cette note va faire par endroit référence au concept de prévention, son objet principal réside en premier lieu dans l'analyse des différents mesures et programmes de dé-radicalisation et de désengagement mis en œuvre dans trois pays européens avec des modèles politiques et sociétaux différents : l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Danemark. Le rapport se base sur une lecture extensive de la littérature dans ce domaine mais surtout sur une série d'une quarantaine d'entretiens avec les acteurs concernés, aussi bien auprès des membres des services de sécurité que des acteurs de la société civile engagés dans des initiatives de prévention et de dé-radicalisation et des chercheurs. Le but de cette note n'est pas de recenser toutes les initiatives mais bien de mener une évaluation qualitative des programmes étrangers existants, afin d'identifier les initiatives les plus prometteuses ainsi que les problèmes récurrents qui y sont liés. Le principal objectif est d'identifier les mesures ayant un potentiel de réussite en France et celles qui n'en ont pas.

http://www.academia.edu/15322425/Les_politiques_de_de-radicalisation_Alemagne_Grande_Bretagne_et_Danemark

• Terrorisme et contre-radicalisation : le modèle danois.

Andersen Lars Erslev.

Politique étrangère. Juillet 2015. p. 173-183.

Le terrorisme n'a frappé que deux fois au Danemark au cours des 30 dernières années : en 1985 et en 2015. D'autres attaques ont été déjouées, notamment contre les dessinateurs ayant publié des caricatures du prophète Mahomet dans le *Jyllands-Posten*. Pour faire face au terrorisme, le Danemark a été à l'avant-garde du développement de programmes de contre-radicalisation. Il n'est toutefois pas certain que ces programmes soient efficaces. Ils pourraient même être contre-productifs.

<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-2-page-173.htm>

• Strengthening resilience against violent radicalization [Stresavioria]

K. Euer, A. van Vossle, A. Groenen, K. Van Bouchaute ; Yunsy Krols ; J. Simons et al.

Bruxelles : Thomas More Hogeschool - APART ; Février 2014.

Financé par le programme Isec de la Commission européenne, le projet '*Strengthening resilience against violent radicalisation* a été mené entre janvier 2013 et janvier 2015 dans le but de mettre en place une formation psychophysique de prévention précoce afin d'aider les jeunes (vulnérables) à renforcer leur résilience face aux influences radicales et à conscientiser leur environnement social. Le résultat du projet a été le développement des '*Bounce resilience tools*'. Ces derniers ont été mis au point sur la base d'une recherche scientifique (comprenant des interviews avec des jeunes) afin d'élaborer des méthodes innovantes permettant de renforcer la résilience des jeunes face à la radicalisation violente.

<https://www.bounce-resilience-tools.eu/sites/default/files/downloads/2018-03/Strengthening%20Resilience%20against%20Violent%20Radicalisation%20FR.pdf>

• Vers un « multiculturalisme policier » ? La lutte contre la radicalisation en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

Francesco Ragazzi.

Les études du Centre d'études et de recherches internationales (CERI-CNRS) ; n° 206 ; Sciences Po ; septembre 2014. 39 p.

Cette étude montre que la lutte contre la radicalisation agit aussi comme un discours efficace de légitimation de l'action policière au-delà de ses domaines de compétence habituels, en investissant de nombreux domaines de « gestion de la diversité » tels que l'école, la religion ou les politiques sociales. Elle retrace la diffusion de ce discours au sein des instances européennes et analyse, au travers de la notion de « multiculturalisme policier », les effets de ses déclinaisons juridiques et administratives.

http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/Etude_206.pdf

Faits religieux et laïcité

• Rapport annuel de l'Observatoire de la laïcité 2017-2018.

Premier ministre. Mai 2018. 573 p.

Remis le 15 mai dernier, ce rapport s'inscrit dans le contexte particulier des attentats. Est constaté une sensibilité toujours très forte sur toute situation qui touche à la laïcité et aux faits religieux. Si, de façon globale, les atteintes directes à la laïcité (qu'elles émanent d'individus, d'associations, d'administrations ou de collectivités) apparaissent pour la 2e année consécutive mieux contenues grâce à la multiplication des formations à la laïcité, les tensions et les crispations sur ces sujets restent très significatives. Dans ce rapport, l'Observatoire rappelle la nécessité d'analyser les faits avec rigueur, de ne pas faire porter à la laïcité la responsabilité de répondre à tous les maux de la société mais de sanctionner tout comportement contraire aux exigences minimales de la vie en société, de répondre avec fermeté et objectivité à toute atteinte au principe de laïcité et d'amplifier les formations à la laïcité et à la gestion des faits religieux.

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2018/05/laicite_rapport_annuel_2017-2018_v9-web_0.pdf

• Interventions sociales et faits religieux : les paradoxes des logiques identitaires.

Daniel Verba ; Faïza Guélamine.

Rennes : presses de l'EHESP ; 2014. 256 p. Coll. Politiques et interventions sociales.

Animateurs, éducateurs spécialisés, éducateurs de jeunes enfants, intervenants sociaux, tous confirment une poussée des identités religieuses ou para-religieuses dans l'exercice de leurs missions. Que disent-ils de ce phénomène et quel impact a-t-il sur leurs pratiques professionnelles ? Comment font-ils cohabiter leurs propres convictions et celles des usagers ? Comment rapprochent-ils la pluralité des expressions religieuses, au principe de la laïcité, avec le socle commun des valeurs républicaines, dont le sécularisme s'accorde parfois difficilement avec les faits religieux ? Daniel Verba est anthropologue et maître de conférences en sociologie à L'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (Iris). Faïza Guélamine est sociologue, responsable de formation à l'Association nationale des cadres du social (Andesi).

• Sécularisation ou regain religieux : la religiosité des immigrés et de leurs descendants.

Patrick Simon ; Vincent Tiberj.

Institut national d'études démographiques (Ined) ; Document de travail n° 196 ; juillet 2013. 46 p.

Ce document de travail s'inscrit dans une série de textes résultant de l'exploitation de l'enquête « *Trajectoires et Origines, enquête sur la diversité des populations en France* » (TeO). Réalisée entre septembre 2008 et février 2009 par les enquêteurs de l'Insee, elle explore l'histoire migratoire de personnes ou de leurs parents, décrit leurs parcours scolaires et professionnels, leur histoire résidentielle et leurs conditions de logement, leur vie familiale, les modalités de transmission des langues et la religion.

https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/19585/document_travail_2013_196_religion.fr.pdf

• Les politiques de la diversité : expériences anglaises et américaines.

Philippe Vervaecke ; et al.

Presses de sciences Po ; 2010. 232 p.

Se référer au chapitre 10 : *Un front antiradical ? Les convergences entre organisations musulmanes modérées ; divergences et spécificités des organisations musulmanes modérées*. Partant d'une réflexion critique sur la construction sociale des identités ethniques, culturelles ou religieuses, cet ouvrage révèle et décrypte l'existence d'une crise du multiculturalisme. Philippe Vervaecke est maître de conférences en civilisation britannique au sein de l'UFR LLCE. Il est membre du Centre d'études en civilisations, langues et littératures étrangères (CECILLE, EA4074).

• Les conditions d'exercice du culte musulman en France : analyse comparée à partir d'implantations locales de lieux de culte et de carrés musulmans.

Franck Frégosi (dir.).

Fasild - CNRS / Société, droit et religion en Europe (UMR 7012) ; mai 2004. 200 p.

Ce rapport s'articule autour trois grands sujets : Les conditions matérielles d'exercice du culte musulman (regards contrastés des lieux de culte musulmans en France) ; Culte musulman, modalités et espaces d'inhumation ; Les contours théoriques et pratiques de la régulation locale du fait religieux islamique : acteurs publics, islam et politiques municipales.

Sélection de textes officiels

- Instruction du 13 novembre 2018 (ministère de l'Intérieur) relative à la mise en œuvre d'un dialogue renforcé entre l'État et les maires dans le domaine de la prévention de la radicalisation violente. 11 p.
<https://www.cipdr.gouv.fr/wp-content/uploads/2018/11/circulaire.pdf>
- Note du 1er août 2018 (ministère de la Justice/DPJJ) relative à la prise en charge éducative des mineurs radicalisés ou en danger de radicalisation violente. 62 p.
<http://www.justice.gouv.fr/bo/2018/20181031/JUSF1821611N.pdf>
- Circulaire du 3 mai 2018 (ministère de l'Intérieur) relative aux orientations pour l'emploi des crédits du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) pour 2018. 69 p.
<https://www.cipdr.gouv.fr/wp-content/uploads/2018/05/Circulaire-FIPD-du-3-mai-2018.pdf>
- Décret n° 2017-693 du 3 mai 2017 créant un conseil scientifique sur les processus de radicalisation.
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000034565872
- Circulaire du 24 mars 2017 (ministère de la Justice) relative aux dispositions en assistance éducative de la loi n° 2017-258 du 28 février 2017 et au suivi des mineurs de retour de zone irako-syrienne.
http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2017/04/cir_42006.pdf
- Instruction du 2 décembre 2016 relative à la déclinaison de la stratégie territoriale du ministère des Affaires sociales et de la Santé par les ARS dans le cadre de la prévention et de la prise en charge de la radicalisation. 5 p.
http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2016/12/cir_41618.pdf
- Circulaire du 13 octobre 2016 (Ministère de la Justice) relative à la prévention de la radicalisation violente. Coordination de la réponse judiciaire et rôle du magistrat référent « terrorisme ». 7 p.
http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2016/10/cir_41462.pdf
- Avis du Conseil national des villes (CNV) du 22 juin 2016 relatif à la prévention de la (des) radicalisation(s). CNV. Juin 2016. 7 p.
https://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/2016_22_juin_avis_def_prev_de_la_radic_v6.pdf

⇒ **Sites gouvernementaux et institutionnels, think-tanks, laboratoires universitaires et instituts d'étude en France ou à l'international : retrouvez dans cette sitothèque une compilation sélective de liens actualisés sur des ressources en ligne liées aux enjeux actuels de la radicalisation et du fait religieux.**

• **Stop-djihadisme.gouv.fr**

Lancé en janvier 2015, *Stop-djihadisme.gouv.fr* est un site dédié à la prévention et à la lutte antiterroriste qui s'adresse au grand public, aux proches de jeunes en voie de radicalisation (professeurs, associations) ainsi qu'aux jeunes eux-mêmes. Pédagogique, il permet aux citoyens de mieux cerner les enjeux et moyens de la lutte antiterroriste. Il poursuit plusieurs objectifs : comprendre : expliquer la radicalisation ; décrypter : analyser la menace terroriste djihadiste ; agir : les actions de l'État pour prévenir et lutter contre ces risques ; se mobiliser : les moyens d'action et d'engagement citoyens.

• **Cipdr.gouv.fr**

Le Comité interministériel de prévention de la délinquance a pour mission l'animation, la coordination et le soutien financier des politiques de prévention de la délinquance et de la radicalisation. Il fixe les orientations de la politique gouvernementale et veille à sa mise en œuvre, via notamment la gestion du Fond interministériel de prévention de la délinquance (FIPD). Afin d'assurer la cohérence des politiques mises en œuvre, le CIPDR mène son travail de prévention autour des préfectures et suivant une logique partenariale, avec les acteurs locaux, au premier rang desquels les collectivités territoriales et les associations.

<https://www.cipdr.gouv.fr/prevenir-la-radicalisation/>

• **Observatoire de la laïcité.**

L'Observatoire de la laïcité assiste le gouvernement dans son action visant au respect du principe de laïcité en France. Il réunit les données, produit et fait produire les analyses, études et recherches permettant d'éclairer les pouvoirs publics sur la laïcité. Il peut saisir le Premier ministre de toute demande tendant à la réalisation d'études ou de recherches dans le domaine de la laïcité. Il peut proposer au Premier ministre toute mesure qui lui paraît permettre une meilleure mise en œuvre de ce principe, notamment pour assurer l'information des agents publics et privés, des usagers des services publics, des élus et des représentants des cultes. Enfin, il est consulté par le Premier ministre ou les ministres sur des projets de textes législatifs ou réglementaires.

<https://www.gouvernement.fr/observatoire-de-la-laicite>

• **Ministère de l'Intérieur - Dispositif de lutte contre les filières djihadistes.**

Page consacrée à l'assistance aux familles et à la prévention de la radicalisation violente.

<http://www.interieur.gouv.fr/Dispositif-de-lutte-contre-les-filieres-djihadistes>

• **Radical.hypotheses.org – Portail OpenEdition.**

Incontournable, ce carnet de recherche recense les séminaires, publications et financements sur les questions de « radicalisation ». A l'origine, ce dernier avait été créé pour accompagner l'école thématique CNRS « *Processus et trajectoires de radicalisation* ». Cette école thématique avait répondu à une demande sociale et scientifique de formation sur les questions de radicalisations contemporaines, apparue notamment après les attentats de janvier 2015 à Paris. Les motivations de l'école avaient été formulées comme suit [extrait] : « *Du point de vue de la sécurité, il s'agit de mieux repérer les processus et trajectoires de radicalisation pour contribuer à l'analyse du risque terroriste. Par ailleurs, la pluralité des travaux dans ce champ doit permettre d'interroger ces modes de radicalisation d'un point de vue historique, philosophique, sociologique, politique, psychologique...* ».

<https://radical.hypotheses.org/nous>

⇒ Se référer notamment à cette très riche bibliographie : https://radical.hypotheses.org/files/2017/10/Biblio_radicalisation_09012018.pdf

• **Eduscol - Ressources et outils éducatifs de prévention de la radicalisation.**

La lutte contre la radicalisation nécessite également la mobilisation des personnels de l'Éducation nationale pour intervenir le plus en amont possible et interrompre le processus d'engagement dans la radicalisation violente. De nombreuses ressources pédagogiques et éducatives sont disponibles sur cet espace web à destination plus spécifiquement des enseignants.

<http://eduscol.education.fr/cid129652/ressources-outils-educatifs-prevention-radicalisation.html>

• **Commission européenne - Radicalisation awareness network (RAN).**

Rassemblant 700 experts, ce réseau de connaissance des phénomènes de radicalisation a été créé en septembre 2011 par la Commission européenne. Ressources disponibles : restitutions des groupes de travail, fiches d'expériences et de bonnes pratiques, liens internet.

https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network_en

⇒ Consulter par exemple l'état de la recherche du 8 janvier 2018 (en anglais). 35 p.

<https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/2725/files/2019/01/RAN-Research.pdf>

• **European eye on radicalization.**

Regroupant des chercheurs européens travaillant dans les domaines de la connaissance et de la compréhension des procédés et des dynamiques concernant la radicalisation, cette plate-forme (en cours de finalisation) apporte une attention particulière au rôle que la radicalisation et l'extrémisme jouent en Europe. Ressources proposées : articles d'actualité, analyses et bibliographies (en anglais), directement accessibles en ligne.

<https://eeradicalization.com/fr/>

• **Pew research center.**

Le Pew Research Center est un think tank américain qui fournit des statistiques et des informations sociales sous forme de démographie, sondage d'opinion, analyse de contenu. Le Pew Research Center est plus particulièrement connu pour ses statistiques démographiques religieuses mondiales.

<http://www.pewresearch.org/>

• **Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI).**

Le Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam est une association loi 1901, créée en avril 2014. Mandaté par le CIPD et le ministère de l'Intérieur, le CPDSI travaille en étroite collaboration avec les équipes d'experts de la Miviludes et des spécialistes : experts psychiatres, experts « gestion de crise », réseaux associatifs de l'UNADFI, professionnels de l'Uclat et de la surveillance du territoire, services éducatifs, privés et publics, de l'ensemble du territoire national, préfetures, magistrats. Le CPDSI est aussi un centre pluridisciplinaire de recherche, d'appui aux familles et aux professionnels sur la lutte contre la radicalisation et l'embrigadement de l'islam radical.

<http://www.cpdsi.fr/>

• **Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman (IISMM).**

Créé en 1999 par le Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie au sein de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman – IISMM – met en œuvre trois missions principales : ouvrir un espace de collaborations et d'échanges entre chercheurs spécialisés dans l'étude du monde musulman ; diffuser un enseignement et proposer un soutien aux jeunes chercheurs ; contribuer à la diffusion des savoirs scientifiques sur l'islam et le monde musulman par des publications, une veille éditoriale, des cycles de conférences et des actions de formation.

<http://iismm.ehess.fr/>

• **Observatoire géopolitique du religieux IRIS.**

Sous la direction de Nicolas Kazarian, historien, cet observatoire a pour objectif de bâtir l'édifice nécessaire pour une compréhension saine et exacte des enjeux s'imposant au monde contemporain à travers les questions du Sacré. Ses prérogatives : identification et explicitation des points crisogènes contemporains ; suggestions pour éviter à ces derniers de prendre des dimensions incontrôlables ; retours sur des exemples historiques permettant de mieux comprendre les logiques du moment.

<http://www.iris-france.org/observatoires/observatoire-geopolitique-du-religieux/>

• **Institut français des relations internationales (Ifri).**

De nombreux articles mis en ligne dont celui de Samir Amghar, *Le salafisme en Europe: la mouvance polymorphe d'une radicalisation* (2006) mais aussi des synthèses à perspective internationale : *La radicalisation de l'islam, facteur de déstabilisation en Asie du Sud-Est ?* (Nathalie Hoffmann ; 2002), *Intifada française ? De l'importation du conflit israélo-palestinien* (Ellipses ; 2012) ...

http://www.ifri.org/fr/search/apachesolr_search/radicalisation

• **Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CEDISP).**

Le CEDISP est un laboratoire de recherches du CNRS, un service d'études du ministère de la Justice et, depuis le 1er janvier 2006, un laboratoire de l'université de Versailles-Saint-Quentin. Son centre de ressources (en ligne) gère un fonds unique en France spécialisé en criminologie, criminalité, délinquance, police, prison, sociologie de la déviance, politiques criminelles et victimologie.

<https://www.cesdip.fr/?s=radicalisation>

• **Radicalisation Research.**

RadicalisationResearch.org est un site de ressources en langue anglaise créé et financé le *Religion and society research programme* et hébergé par l'université de Lancaster. De très nombreuses publications sont directement accessibles en ligne, notamment sur la dé-radicalisation (19 occurrences) dont : *Conceptualising 'success' with those convicted of terrorism offences : aims, methods, and barriers to reintegration* de Sarah V. Marsden (février 2015)

<http://www.radicalisationresearch.org/category/research/de-radicalisation/>

• **International centre for the study of radicalization.**

Créé en 2008, l'ICSR est un think-tank en lien avec le King's College de Londres, les universités de Pennsylvanie et de Georgetown. C'est un lieu de ressources et d'analyse prospective sur les sujets de la radicalisation et les formes multiples du fondamentalisme.

<https://icr.info/publications/>

• **Institute for strategic dialogue.**

Think tank britannique travaillant notamment sur les thèmes de la diversité, de l'intégration mais également sur les questions de sécurité et les sujets liés aux mouvements religieux radicaux.

A consulter : *Western foreign fighters : innovations in responding to the threat* de Rachel Briggs et Tanya Silverman.

<https://www.isdglobal.org/>

Téléchargez cette bibliographie au format pdf avec liens actifs :

http://bit.ly/VeilleCGET_Bibliographie_janv2019